

Le Mid-Ouest américain et la séparation du Québec

Joseph I. Donohoe, Jr.

Numéro 86, été 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/44817ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Donohoe, J. I. (1992). Le Mid-Ouest américain et la séparation du Québec. *Québec français*, (86), 11–13.

ENQUÊTE

LE MID-OUEST AMÉRICAIN ET LA SÉPARATION DU QUÉBEC

À la demande de *Québec français*, j'ai accepté d'effectuer un sondage dans ma ville universitaire pour découvrir les sentiments des résidents concernant l'indépendance du Québec. Lorsque mes étudiants ont su que leur participation au sondage pouvait remplacer un des essais analytiques requis pour mes cours, ils ont accepté avec enthousiasme. Nous avons discuté ensemble du contenu du questionnaire et décidé que, en plus de la question principale, nous ajouterions quelques questions-pièges plus ou moins reliées à la question centrale. Notre dessein était de camoufler l'intérêt unique que nous avions, à savoir l'indépendance du Québec et, en même temps, de provoquer une libre association d'idées reliées au Québec. Nous nous sommes finalement mis d'accord sur les cinq questions suivantes :

1. Êtes-vous familier avec le Québec, avec son héritage historique et culturel, avec les rapports qu'il entretient avec le gouvernement fédéral canadien et les autres membres de la Confédération canadienne ?

2. Quelle impression avez-vous de la manière dont le Québec a entretenu ses rapports avec les peuples indigènes à l'intérieur de ses frontières ?

3. Croyez-vous que le projet hydro-électrique de la Baie James devrait être limité, en réponse aux demandes des indiens Cris et des environnementalistes ? (Est-ce que le gouverneur Cuomo de New York devrait refuser de signer avec Hydro-Québec le pacte, s'échelonnant sur plusieurs années et évalué à plusieurs milliards de dollars, pour la livraison d'électricité à l'État de New York et sur lequel le développement continu de la Baie James dépend peut-être en partie ?)

4. Pensez-vous que ce moment de l'histoire (en pleine dissolution de l'Union Soviétique et de la libération de ses États satellites) soit favorable à la création de petits États extrêmement nationalistes ?

5. Pensez-vous que le peuple du Québec s'en trouvera mieux s'il choisit de se séparer du Canada ?

Nous avons été entraînés inévitablement dans les sujets à controverse, non par amour de la polémique, mais parce qu'ils concernent des sujets rarement reliés au Québec et qu'ils ont récemment reçu beaucoup d'attention dans les médias américains. Pour obtenir une plus grande diversité, nous avons décidé arbitrairement d'élargir notre bassin de consultation et de nous attarder à trois groupes participants :

1) les étudiants de l'Université de Michigan State (33 %) ;

2) les professeurs de l'Université de Michigan State (33 %) ;

3) les citoyens non reliés à l'Université, de East Lansing et de Lansing, capitale du Michigan, ainsi que ceux des villes natales des étudiants rassemblant les informations (34 %). Deux cent vingt-cinq individus des trois groupes cibles ont été interviewés.

La réponse à la **PREMIÈRE** question : 89 % en faveur du « oui ». Ce niveau quelque peu improbable de connaissance du Québec de la part d'Américains du Mid-Ouest s'explique de deux façons :

1) 54 % des sujets interrogés avaient voyagé au Québec et jugeaient avoir acquis une information de première main sur les événements actuels et être sensibilisés à la culture et à l'histoire du Québec ;

2) on a conseillé aux étudiants de ne pas poursuivre l'interview lorsque les individus n'avaient, dès le début, toute connaissance du Québec. 56 % des personnes interrogées ont répondu par la négative pour la question **DEUX**. Voilà qui n'est pas tellement surprenant vu le reportage à la télévision américaine sur les incidents d'Oka à l'été 91. Ce qui est plutôt surprenant, c'est que, en dépit de ce reportage incendiaire, 38 % des personnes interrogées ont refusé de se prononcer sur un point si délicat, tandis que 6 % d'entre elles étaient favorables au Québec. Tout aussi intéressante est l'analogie établie par quelques interviewés entre les rapports Québec-Ottawa et les rapports peuples indigènes-Québec.

À la question **TROIS**, 50 % ont répondu « oui », révélant ainsi l'intérêt, fort répandu chez nous, de maintenir les régions sauvages, et en cette année du 500^e anniversaire du voyage de Colomb, l'intérêt pour le bien-être des peuples indigènes. 13 %, d'autre part, ont conclu que le Québec profitait le plus du développement et ont répondu « non ». Un nombre assez important, par contre, 37 % se sont abstenus de répondre, laissant au Québec le soin de régler la question.

Très au courant des événements en Europe, la majorité des sujets répondant à la question **QUATRE**, porte d'entrée de la question principale, ont démontré des opinions marquées sur ce que l'expérience de l'Europe pouvait signifier pour le Québec. 51 % ont répondu « non », alors que 45 % ont répondu « oui ». Il est intéressant de noter que les étudiants et les professeurs sont en faveur des nouveaux États émergents. Les non-académiques, cependant, étaient circonspects, signalant les problèmes économiques auxquels sont confrontées les récentes nations indépendantes d'Europe.

À la CINQUIÈME question, 86 % ont répondu « non » également répartis entre les étudiants, les professeurs et les non-académiques. Il faut cependant noter que ce « non » cache une sympathie pour le parti indépendantiste ; mais les interviewés, en général, sont convaincus que l'indépendance ne se réalisera qu'à un coût économique important.

Quelques spécimens de réponse

Il serait bon en terminant de souligner le côté plus humain et intrinsèquement plus intéressant de notre sondage en présentant quelques échantillons des types de réflexions et de sentiments qui sont à l'origine des « oui » et des « non » et que nos questions recherchaient.

En ce qui concerne la première question, dont l'intention était de déterminer le niveau de conscience du sujet à propos du Québec, les personnes ont mentionné leurs voyages au Québec, les cours suivis dans les écoles québécoises, la chaîne de télévision de Windsor, l'émission dominicale de radio CBC comme sources de leurs connaissances sur le Québec. Seules quelques-unes des 225 personnes interviewées ont proféré une critique des médias américains et de ses reportages sur le Québec. Un étudiant dit même ce que je soupçonne être le sentiment de plus d'un Québécois : « Les journaux d'ici ont souvent donné une opinion antagoniste du Canada français ».

Quoique dans leurs réponses à la question deux la grande majorité des personnes avaient l'opinion que le Québec avait mal géré ses rapports avec les peuples indigènes, leurs commentaires supplémentaires étaient plus réfléchis et plus justes : « Ils traitent les Indiens ni mieux ni pire que nous ne traitons les nôtres (Étudiant) ». Une infirmière, qui a habité Montréal durant six mois, a signalé que les rapports Blancs-

Indiens semblaient plus « normaux » au Québec : « Il y avait un mariage mixte dans la famille ou je vivais, donc là il n'y avait pas d'animosité entre les races. J'avais des amis indiens, et je travaillais avec des Indiens et des Français. »

50% des répondants à la question trois croient qu'un développement supplémentaire de la Baie James doit être limité afin de protéger et l'environnement et les Indiens Cris. De ceux-ci, quelques-uns se contentent de condamner le projet : « Je suis profondément contre. Cela menace les troupeaux de caribous (un s'est déjà noyé) et cela pourrait avoir une conséquence sur la tendance d'échauffement global (Professeur de sociologie) ; d'autres y voient des abus économiques : « Les Cris reçoivent plus de \$170 millions en compensation pour l'emploi de la terre mais ils prétendent qu'ils n'auraient jamais signé un accord s'ils avaient été avertis des conséquences écologiques pour l'environnement résultant du projet d'Hydro-Québec » (Étudiant de physique). Un troisième groupe fonde sa condamnation du projet sur une variété d'autres considérations : « La Baie James pose un conflit classique du post-industrialisme ; nous savons maintenant que ce genre de développement devrait être limité » (Professeur d'anthropologie) ou « [...] un mélange divers de projets d'énergie serait plus sage à la longue, pour le Québec et les États-Unis, qu'une dépendance sur un unique projet massif hydroélectrique qui pourrait nuire à l'environnement et dont la capacité de débit électrique serait sans doute dépassé par la demande dans les prochaines décennies » (Professeur de littérature).

À la question quatre, deux catégories de personnes interviewées croient en général que le moment est favorable : 55 % contre 40 % des professeurs et 49 % contre 47 %

des étudiants. La troisième catégorie, les citoyens non-académiques, ont vigoureusement rejeté l'idée que les circonstances actuelles pouvaient mener à l'émergence de nouveaux petits États (66 % contre 35 %). De plus, beaucoup de ce dernier groupe pensèrent que l'analogie faite entre le Québec et les différents États émergents en Europe de l'Est est incorrecte :

Nous considérons les « nouveaux » pays européens comme d'anciennes nations retrouvant leur justification. Nous voyons le Québec, d'autre part, comme formant une partie du Canada et n'ayant vraiment aucune revendication historique par rapport aux États indépendants.
(Homme d'affaire).

Après avoir traité de questions apparentées, conçues pour stimuler leur pensées et leurs sentiments, les interviewés ont été invités à poser la *pièce de résistance*, la question cinq. Nous arrivions enfin au cœur du sujet, qui a provoqué le double de commentaires des autres questions après la réponse oui/non obligatoire. Non seulement les réponses ont été nombreuses mais aussi les plus variées, les plus réfléchies et, à l'occasion, les plus extravagantes.

Parmi ceux qui déconseillent la séparation, plusieurs prédisent tout simplement des conséquences désastreuses dans le cas où le Québec déciderait de franchir le pas fatal :

« La séparation du Québec causera tout simplement un désastre politique et économique »
(Analyste financier)

ou

« Tout seul, le Québec deviendra un État « trou perdu »

(Professeur d'histoire).

D'autres embrassent des points de vue tout aussi draconiens mais plus originaux :

« Le Canada ne permettra pas la séparation » (Professeur d'espagnol)

ou « Le Québec n'est pas en lui-même une nation viable, et vraiment, aujourd'hui le Canada n'est pas plus qu'un satellite des États-Unis »

(Étudiant)

ou, plus radicalement :

« Que se passerait-il si les Italiens de New York ou les Chinois de Californie exigeaient d'être traités comme une société distincte par le gouvernement des États-Unis. Ce serait une demande ridicule, exactement comme je pense que les demandes du Québec sont ridicules. [...] Je pense que le gouvernement fédéral canadien doit tenir ferme et dire au Québec de se faire foutre ! »

(Cadre supérieur industrie de l'automobile).

En revanche, les partisans de la séparation trouvent des raisons sans fin pour soutenir leur position. D'une part, un Québec indépendant leur semble viable :

« Quant à être indépendant, pourquoi pas ? Le Québec est plus grand et plus riche que beaucoup de pays »

(Étudiant en français)

ou

« Le Québec est devenu une province sophistiquée, il y a un haut niveau d'éducation et il est prêt à franchir le pas »

(Professeur d'anglais).

Pour un autre groupe d'interviewés, le statut séparé semble une manière appropriée de reconnaître et de cultiver l'identité culturelle distincte du Québec :

« Les Québécois sont uniques du point de vue philosophique et culturel ; ils sont très nationalistes, et pourtant ils n'ont pas leur propre nation. C'est un scandale ! »

(Infirmière)

ou

« Le Québec est comme un autre pays. La langue et les traditions sont si différentes du reste du Canada. Quiconque est allé au Québec comprendrait »

(Étudiant en français)

et, plus drôle :

« Il est important que les Français aient toute occasion de favoriser et de protéger leur héritage. Dans le Canada anglophone, il est difficile de trouver un bon repas ; au Québec, il est difficile d'en trouver un mauvais ! » (Chef-cuisinier).

Quelques répondants voient le sujet de la séparation comme le moyen d'obtenir une justice politique tardive :

« En dépit du fait que la majorité de ceux-ci qui ont aidé à coloniser le Canada étaient Français, ils ont été traités comme des citoyens de second ordre dans leur propre pays par un gouvernement qui est pour la plupart anglais » (Bibliothécaire)

ou « [...] quand un peuple s'est accroché à un rêve pendant deux siècles, il a mérité le droit de le réaliser »

(Étudiant en français).

Au milieu de toutes les bonnes intentions, quelquefois élaborées, de mes compatriotes du Mid-Ouest sur le Québec, qu'elles soient économiques, politiques, ou autres, seulement un individu, un étudiant en sciences politiques, a eu la rare sagesse de dire ce qui dans ce contexte sautait aux yeux : « Seuls les Québécois savent s'ils sont assez forts pour se débrouiller tout seuls ». À cet humble grain de bon sens, il n'y a plus rien à ajouter sauf, peut-être, que s'ils n'en font jamais l'expérience, les Québécois eux-mêmes ne sauront jamais s'ils sont de taille à faire cavalier seul.